



**Département des Synthèses et
Analyses Économiques**



PUBLICATION ANNUELLE

Les Comptes Nationaux de 2025

Août 2026



Environnement économique international	3
Situation économique nationale	6
Une offre soutenue par le secteur tertiaire qui croît de 4,3%	6
Une demande portée par la consommation finale qui croît de 4,6%	8
Perspectives pour 2026	10
Annexes	11

Equipe Technique

Supervision générale

- TEDOU Joseph, Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)
- SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint, INS

Coordination technique

- NGHOGUE VOUFO Léonel Erith, Chef de Département des Synthèses et Analyses Économiques
- TALOM KAMGA Alain Magloire, Chef de Division de la Comptabilité Nationale

Equipe technique

- DEFFO Achille Carlos, Chargé d'Etudes, chef de projet
- KAMSU KAGO Brice, Chargé d'Etudes
- NGOUANA Serges, Chargé d'Etudes
- SIKUBE TAKMGNO Célestin, Chargé d'Etudes
- MOFFO DZOUBOSSE Ghislain, Chargé d'Etudes
- FOTSO KEGNE Elie, Chargé d'Etudes Assistant
- FOKOU TETOUGNENI Alex, Chargé d'Etudes Assistant

Résumé : En 2025, l'économie nationale maintient son rythme de croissance à 3,5%, dans un contexte international marqué par une croissance mondiale demeurée stable à 3,5% en raison du ralentissement des échanges internationaux, du repli de l'inflation, et de la baisse des cours des produits énergétiques.

Du côté de l'offre, le secteur primaire ralentit à 1,8% après 3,6% en 2024, en lien avec la décélération de l'agriculture à 1,1%, malgré la poursuite du dynamisme de l'élevage (3,8%) et de la pêche (4,8%). Le secteur secondaire améliore sa performance avec une croissance de 2,6% après 1,7% en 2024, portée par les industries agroalimentaires (3,6%), les autres industries manufacturières (4,4%) et les BTP (4,3%), mais demeure freiné par la contraction des industries extractives. Le secteur tertiaire reste le principal moteur de la croissance avec une progression de 4,3%, soutenue notamment par les services d'information et communication (10,3%), les activités financières (9,2%).

Du côté de la demande, la consommation finale demeure le principal soutien de l'activité économique avec une hausse de 4,6%, portée par sa composante privée (4,9%). L'investissement progresse de 1,9%, sous l'effet du regain de l'investissement privé, tandis que l'investissement public ralentit. Les exportations de biens et services augmentent légèrement de 1,0%, mais les importations progressent davantage (5,1%). Ainsi, le solde des échanges extérieurs contribue négativement de 0,8 point à la croissance du PIB, contre -0,2 point en 2024.

En perspectives pour 2026, l'économie nationale devrait continuer de bénéficier de la dynamique des investissements productifs engagés dans les secteurs agricole, industriel et minier, dans un contexte international marqué par la poursuite de la désinflation mondiale et persistance des tensions géopolitiques.

Environnement économique international

... une croissance mondiale stable dans un contexte de ralentissement des échanges

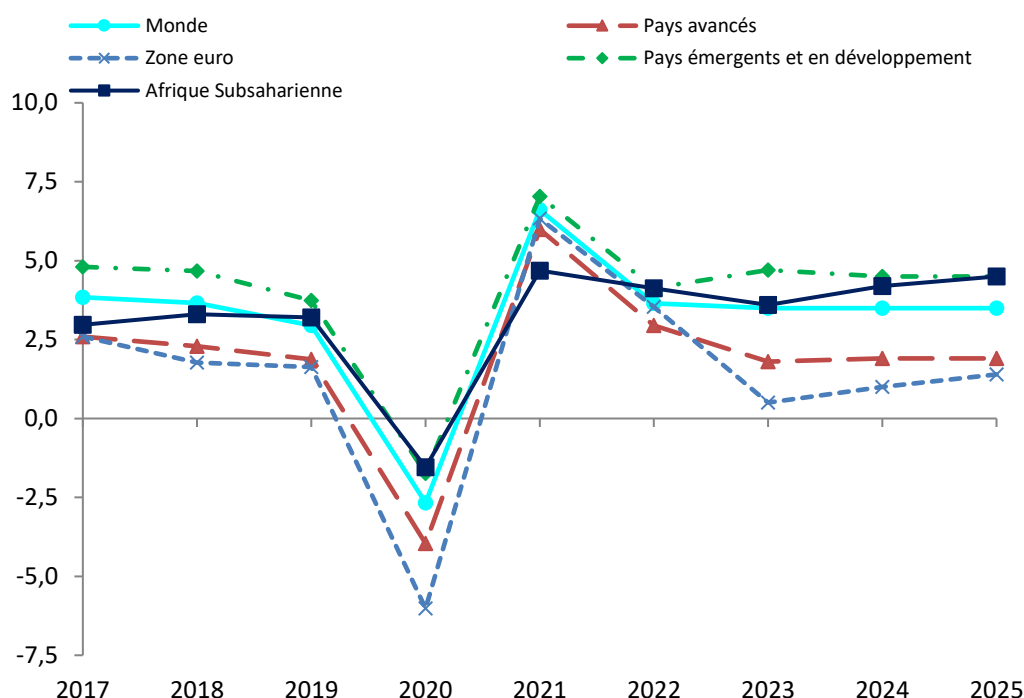
L'économie mondiale est demeurée résiliente en 2025 avec une croissance de 3,5%, au même rythme qu'en 2024, dans un contexte marqué par la persistance des incertitudes géopolitiques, le ralentissement des échanges commerciaux internationaux et la poursuite du processus de désinflation engagé depuis 2023.

Les économies avancées ont maintenu une croissance modérée de 1,9% en 2025. La croissance a ralenti aux États-Unis (2,1% après 2,8% en 2024), tandis que la zone euro a connu une amélioration de son activité économique (1,4% après 1,0%). L'Allemagne est sortie de la récession avec une croissance de 0,2%, alors que la France (0,9%), l'Italie (0,5%) et l'Espagne (2,8%) ont enregistré des rythmes de croissance plus modérés. Le

Japon a renoué avec la croissance (1,1% après -0,2%) et le Royaume-Uni a enregistré une progression de 1,4%.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance est restée robuste à 4,5% en 2025. Cette performance demeure principalement portée par l'Asie émergente, notamment l'Inde (7,7%) et la Chine (5,0%). En revanche, l'activité a ralenti au Brésil (2,3%) et au Mexique (0,5%), tandis que la Russie a enregistré une forte décélération de sa croissance à 1,0% après 4,9% en 2024.

Graphique 1 : Taux de croissance dans les régions du monde (en%)



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2026

L'Afrique subsaharienne a poursuivi son redressement avec une croissance estimée à 4,5% en 2025 après 4,2% en 2024. Cette amélioration est portée notamment par la progression de l'activité au Nigéria et le redressement de l'économie sud-africaine. Au sein de la CEMAC, l'activité économique a évolué dans un contexte moins favorable aux pays producteurs de pétrole, marqué par le recul des cours internationaux des hydrocarbures.

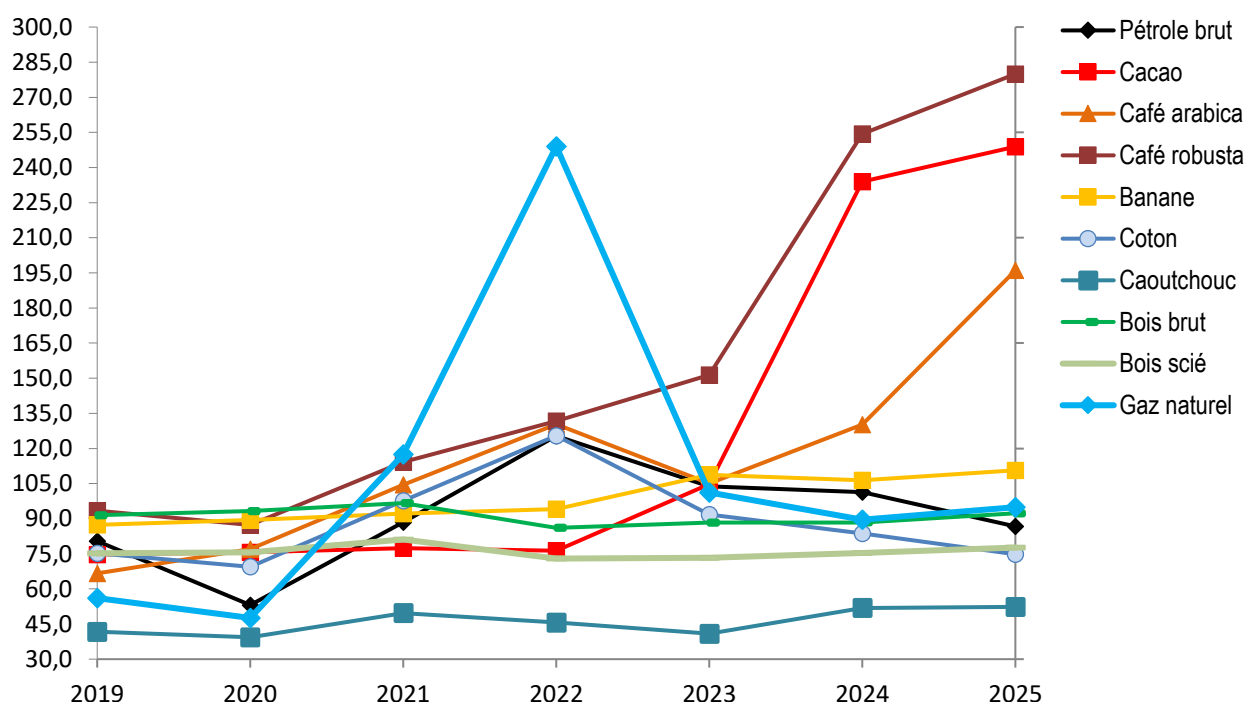
... une évolution contrastée des prix des principaux produits de base

Les prix des principaux produits agricoles exportés par le Cameroun ont évolué de manière contrastée, dans un contexte de ralentissement général des marchés des matières premières. Ce ralentissement s'explique notamment par le tassement des cours du cacao en 2025 (6,4% après 123,4%), du caoutchouc (0,9% après 26,8%) et du café robusta (10,1 % après 68,0%), et la poursuite de la baisse du cours du coton (-10,7% après -8,8%). À l'inverse, le café arabica (50,6% après 23,8%) et la banane (4,0% contre -2,2%)

contribuent positivement à cette évolution. Les cours des produits forestiers ont légèrement augmenté dans un contexte de demande internationale modérée.

Les produits énergétiques ont enregistré une baisse marquée. Le prix moyen du pétrole brut a reculé de 14,5% en 2025 après une baisse de 2,3% en 2024, sous l'effet d'une demande mondiale moins dynamique et d'une amélioration des conditions d'approvisionnement sur les marchés internationaux.

Graphique 2 : Indice des cours des matières premières exportées (2010=100)



Source : Banque Mondiale

... poursuite du ralentissement de l'inflation mondiale

L'inflation mondiale a poursuivi sa décélération en 2025 pour s'établir à 4,1% après 5,8% en 2024. Cette baisse a concerné à la fois les économies avancées, où l'inflation est revenue à 2,5%, et les économies émergentes et en développement, où elle s'est située à 5,2%.

En Afrique subsaharienne, les tensions inflationnistes sont demeurées relativement élevées malgré l'amélioration de l'activité économique, en raison notamment des contraintes d'offre et de la hausse des prix alimentaires dans plusieurs pays de la région. Dans la zone CEMAC, le ralentissement de l'inflation s'est poursuivi à la faveur de la détente observée sur les marchés internationaux de l'énergie.

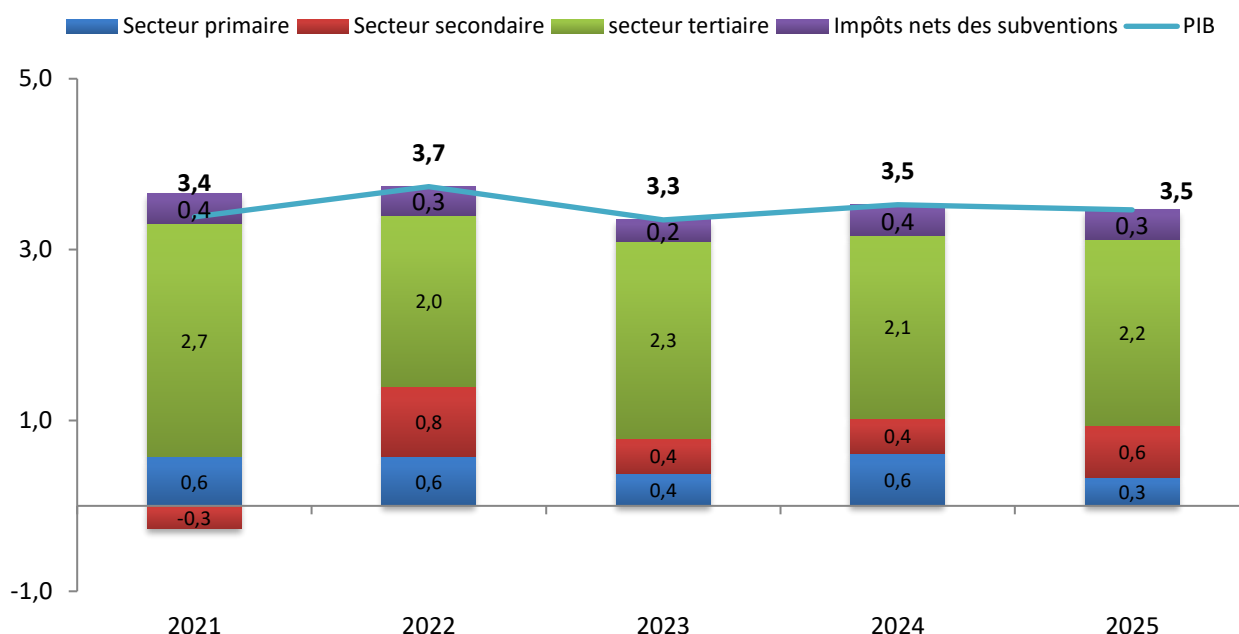
Au niveau national, l'inflation a continué de ralentir pour s'établir à 3,4% en 2025 après 4,5% en 2024. Malgré cette amélioration, le niveau général des prix demeure légèrement supérieur au critère communautaire de convergence de la CEMAC fixé à 3%.

Situation économique nationale

...maintien de l'activité économique nationale avec une croissance à 3,5%

L'activité économique nationale a maintenu son rythme de croissance à 3,5 % en 2025, au même niveau qu'en 2024. Cette performance a été réalisée dans un contexte marqué par une croissance mondiale stable, le ralentissement de l'inflation et le recul des cours des produits énergétiques. Le secteur tertiaire demeure le principal moteur de la croissance avec une contribution de 2,2 points, contre 2,1 points en 2024. La contribution du secteur secondaire s'améliore à 0,6 point, après 0,4 point en 2024, tandis que celle du secteur primaire recule à 0,3 point, après 0,6 point en 2024.

Graphique 3 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB réel (en points de croissance)



Une offre soutenue par le secteur tertiaire qui croît de 4,3%

Le secteur primaire ralentit à 1,8 %

En 2025, le secteur primaire a enregistré un ralentissement à 1,8%, après 3,6% en 2024. Sa contribution à la croissance du PIB s'établit à 0,3 point contre 0,6 point l'année précédente. Cette tendance résulte principalement du ralentissement de l'activité agricole.

La croissance de l'agriculture ralentit à 1,1% après 5,2 % en 2024. Ce ralentissement résulte principalement de la contreperformance de l'agriculture industrielle et d'exportation, qui a enregistré un repli de 3,1% après une accélération à 9,5% en 2024. L'agriculture vivrière soutient l'activité agricole avec une croissance de 3,7% après 3,2% en 2024.

L'élevage conserve son dynamisme avec une progression de 3,8%, après 4,8% en 2024. Cette performance découle de la poursuite des investissements dans les unités modernes

de production animale et de fabrication d'aliments pour bétail. La pêche et la pisciculture enregistrent également une amélioration de leur activité avec une croissance de 4,8%, contre 1,7% en 2024, portée par le développement progressif des capacités nationales de production aquacole.

Après le repli observé en 2024, la sylviculture et l'exploitation forestière retrouvent une croissance positive de 1,6%, reflétant une amélioration progressive de l'activité dans la filière bois.

Le secteur secondaire améliore sa performance avec une croissance de 2,6 %

En 2025, le secteur secondaire a enregistré une croissance de 2,6%, après 1,7% en 2024. Sa contribution à la croissance du PIB s'améliore à 0,6 point, contre 0,4 point un an plus tôt. Cette performance repose principalement sur les industries agroalimentaires, les autres industries manufacturières et les bâtiments et travaux publics.

Les industries extractives continuent de peser sur la croissance du secteur avec une baisse de 6,1%, après -9,1 % en 2024. Cette baisse est principalement liée à la contraction de l'activité d'extraction des hydrocarbures (-6,6%), dans un contexte de déclin structurel lié au vieillissement des gisements en exploitation et à l'insuffisance des investissements d'exploration en amont au cours des dernières années.

Les industries agroalimentaires poursuivent en revanche leur dynamique avec une croissance de 3,6% après 4,2% en 2024. Cette évolution reflète le développement continu des activités de transformation locale des produits agricoles, notamment dans les filières cacao, huile de palme, céréales et boissons. Les investissements réalisés dans les capacités de transformation contribuent progressivement au renforcement de la valeur ajoutée industrielle nationale.

Les autres industries manufacturières affichent une croissance de 4,4%, après 2,9% en 2024. Cette amélioration reflète la poursuite des investissements dans les activités de production industrielle et l'expansion des capacités manufacturières observées ces dernières années.

Les activités de production et distribution d'électricité (3,4%) ainsi que celles liées à l'eau et à l'assainissement (3,3%) demeurent orientées à la hausse. Les bâtiments et travaux publics maintiennent leur dynamisme avec une croissance de 4,3%, identique à celle observée en 2024, soutenue par la poursuite des investissements publics et privés dans les infrastructures.

Le secteur tertiaire demeure le principal moteur de la croissance avec une progression de 4,3 %

En 2025, le secteur tertiaire a maintenu sa dynamique avec une croissance de 4,3%, après 4,2% en 2024. Il reste le principal moteur de la croissance économique nationale, avec une contribution de 2,2 points à la croissance du PIB. Cette performance repose principalement sur le dynamisme des services d'information et communication et des services financiers.

Les principales branches de services ayant contribué à cette dynamique sont : l'information et communication (10,3% après 8,2%), les activités financières (9,2% après 9,6%), le transport et entreposage (4,1% après 2,9%), les services d'administrations publiques et de sécurité sociale (5,9% après 5,6%), et la santé et action sociale (7,5% après 3,5%).

En revanche, la dynamique du secteur tertiaire a été limitée par l'évolution d'autres services. La croissance ralentit notamment pour : l'éducation (0,6% après 5,1%), les activités immobilières (3,6% après 5,0%), l'hébergement et restauration (3,5% après 3,6%) et les activités de soutien (4,4% après 6,8%). Les autres services marchands continuent également de contribuer significativement à la croissance du secteur tertiaire en 2025.

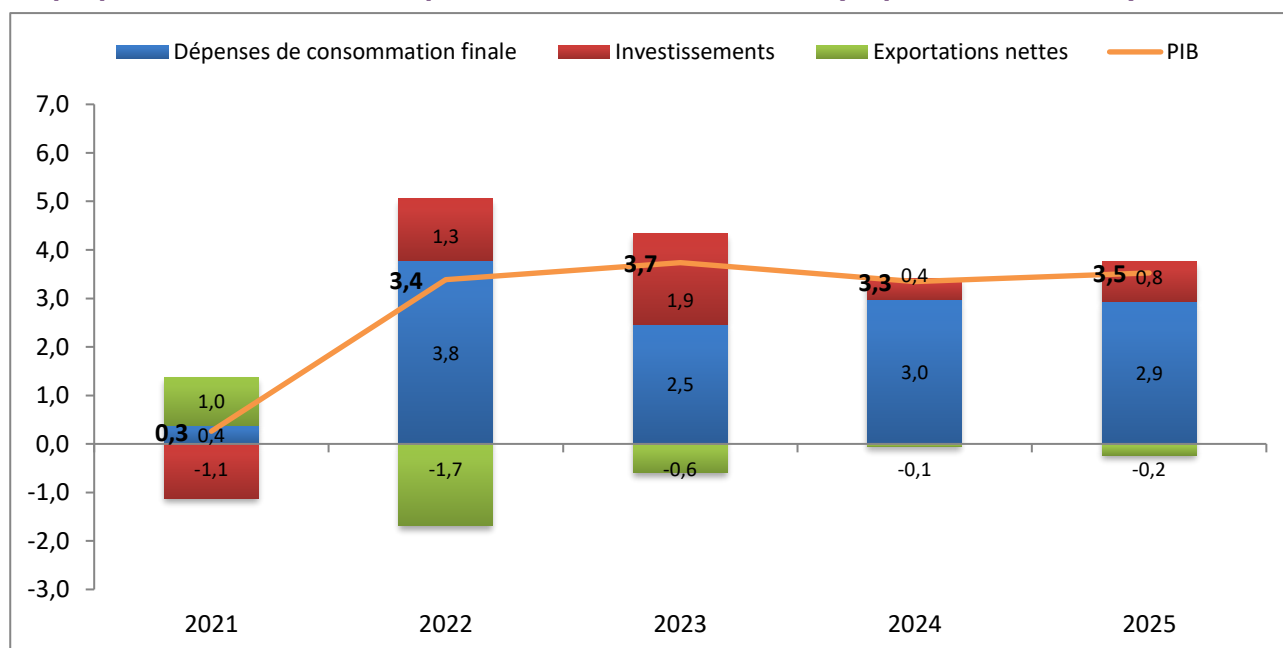
Une demande portée par la consommation finale qui croît de 4,6%

La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance économique en 2025. Les dépenses de consommation finale augmentent de 4,6%, après 3,5% en 2024, tandis que l'investissement progresse de 1,9%. En revanche, les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, en raison d'une progression des importations plus soutenue que celle des exportations.

... accélération de la consommation privée à 4,9%

Les dépenses de consommation finale des ménages enregistrent une croissance de 4,9% en 2025, après 2,8% en 2024. Leur contribution à la croissance du PIB s'établit à 3,6 points, contre 2,1 points l'année précédente. Cette tendance est favorisée par le ralentissement de l'inflation, l'amélioration du revenu nominal des ménages et la bonne tenue de l'activité dans les principaux secteurs de services.

Graphique 4 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points de croissance)



... ralentissement de la hausse de la consommation publique à 2,8%

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques progressent de 2,8% en 2025, après 7,5% en 2024. Leur contribution à la croissance économique s'établit à 0,3 point, contre 0,8 point l'année précédente. Cette tendance reflète un rythme moins soutenu des dépenses publiques de consommation après les importantes augmentations observées au cours des années précédentes.

... progression modérée de l'investissement de 1,9%

L'investissement augmente de 1,9% en 2025, après une hausse de 4,3% en 2024. Cette évolution résulte d'une progression de la formation brute de capital fixe (5,1%) et d'une contribution négative de la variation des stocks. L'investissement contribue pour 0,4 point à la croissance du PIB.

L'investissement privé retrouve du dynamisme avec une croissance de 6,6% après 0,4% en 2024. Cette progression s'explique notamment par la poursuite des investissements dans les secteurs agro-industriel, manufacturier, minier et des infrastructures productives. Plusieurs projets structurants dans les secteurs agricole, industriel et minier ont été engagés ou mis en service en 2025, renforçant progressivement les capacités de production nationales.

À l'inverse, l'investissement public affiche une légère contraction de 0,2%, après une forte croissance de 18,8% en 2024.

... légère reprise des exportations en volume de 1,0%

Les exportations de biens et services augmentent de 1,0% en 2025, après le repli de 5,1% enregistré en 2024. Cette amélioration résulte principalement de la reprise des exportations de services (21,0% après -21,8%), tandis que les exportations de biens reculent de 3,8%. Les exportations contribuent positivement à la croissance du PIB à hauteur de 0,2 point, après une contribution négative de 0,9 point en 2024.

... accélération des importations en volume à 5,1%

Les importations de biens et services augmentent de 5,1% en 2025, après une baisse de 2,9% en 2024. Cette hausse est portée à la fois par les importations de biens (2,3%) et surtout par les importations de services (24,2%). Les importations contribuent négativement à la croissance du PIB à hauteur de 1,0 point, contre une contribution positive de 0,6 point en 2024.

... un solde des échanges extérieurs en dégradation

En définitive, le solde des échanges extérieurs de biens et services a davantage pesé sur la croissance économique en 2025. Sa contribution à la croissance du PIB est négative et estimée à -0,8 point, contre -0,2 point en 2024. Cette dégradation résulte de la progression des importations à un rythme nettement supérieur à celui des exportations, dans un contexte marqué par la reprise de la demande intérieure et des besoins d'importation associés.

Perspectives pour 2026

... un environnement international marqué par une croissance mondiale modérée et un recul des tensions inflationnistes

En 2026, l'environnement économique international devrait rester globalement favorable à l'activité économique, malgré la persistance de certaines incertitudes liées aux tensions géopolitiques, à l'évolution des échanges commerciaux internationaux et à la volatilité des marchés financiers. La croissance mondiale devrait demeurer modérée, dans un contexte de poursuite du ralentissement de l'inflation et de stabilisation progressive des conditions monétaires internationales. Les cours des produits énergétiques devraient rester à des niveaux inférieurs à ceux observés au cours des années précédentes, tandis que les prix de plusieurs produits agricoles d'exportation demeureraient relativement soutenus.

... une consolidation progressive de la croissance économique nationale

Au niveau national, l'activité économique devrait continuer de tirer profit des effets des investissements réalisés au cours des dernières années dans les secteurs productifs. La poursuite du développement des capacités de transformation agro-industrielle, l'entrée en exploitation progressive de nouveaux projets miniers ainsi que le renforcement des infrastructures économiques devraient soutenir la croissance. Plusieurs investissements structurants engagés dans les filières agricoles, agroalimentaires, minières et manufacturières devraient contribuer à l'accroissement de la production nationale et au renforcement de la valeur ajoutée locale.

Le secteur tertiaire devrait demeurer le principal moteur de l'activité économique, porté par le dynamisme des services d'information et communication, des services financiers, du commerce et des services aux entreprises. Le secteur secondaire bénéficierait de la montée en régime des activités de transformation et de l'amélioration progressive des capacités industrielles, tandis que le secteur primaire continuerait de tirer parti du développement des filières agricoles et d'élevage.

Par ailleurs, la poursuite du ralentissement de l'inflation devrait contribuer au renforcement du pouvoir d'achat des ménages et soutenir la demande intérieure. L'investissement privé devrait demeurer dynamique, porté par les opportunités offertes dans les secteurs agro-industriel, minier et manufacturier.

Dans ce contexte, l'économie nationale devrait poursuivre sa trajectoire de croissance en 2026. Toutefois, les risques liés aux aléas climatiques, à l'évolution des cours internationaux des matières premières, aux tensions géopolitiques et aux conditions économiques mondiales demeurent des facteurs susceptibles d'influencer les perspectives de croissance.

Annexes

Tableau 1 : PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1. Production	32 846,2	35 000,3	38 576,8	40 963,1	44 230,8	46 845,3
2. Consommation intermédiaire	11 195,7	11 938,5	12 828,7	13 395,4	14 365,5	15 065,5
3. Valeur Ajoutée (1-2)	21 650,5	23 061,8	25 748,1	27 567,7	29 865,3	31 779,8
4. Impôts nets de subventions sur les produits	1 807,8	1 898,7	1 913,9	2 041,7	2 450,9	2 694,2
PIB (3+4)	23 458,3	24 960,5	27 662,0	29 609,4	32 316,2	34 474,0

Tableau 2 : PIB en volumes chaînés (référence 2016), optique production (en milliards de F CFA)

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1. Production	30 975,6	32 039,6	32 976,4	34 075,1	35 258,4	36 500,9
2. Consommation intermédiaire	10 313,4	10 697,3	10 854,1	11 216,3	11 623,9	12 068,5
3. Valeur Ajoutée	20 683,8	21 363,6	22 149,5	22 886,9	23 663,7	24 463,4
4. Impôts nets de subventions sur les produits	1 700,2	1 777,6	1 856,6	1 923,3	2 024,9	2 116,2
PIB	22 376,4	23 133,6	23 998,1	24 801,4	25 675,6	26 565,2

Tableau 3 : PIB en volumes chaînés (référence 2016), optique production (évolution des volumes en%)

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1. Production	-1,4	3,4	2,9	3,3	3,5	3,5
2. Consommation intermédiaire	-5,1	3,7	1,5	3,3	3,6	3,8
3. Valeur Ajoutée	0,7	3,3	3,7	3,3	3,4	3,4
4. Impôts nets de subventions sur les produits	-4,5	4,6	4,4	3,6	5,3	4,5
PIB	0,3	3,4	3,7	3,3	3,5	3,5

Tableau 4 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (en milliards de F CFA)

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Secteur primaire	4 091,1	4 233,1	4 577,1	5 063,2	5 966,1	6 511,2
Agriculture	2 308,1	2 377,5	2 555,0	2 848,4	3 564,7	3 970,2
Elevage et chasse	514,0	544,4	591,6	651,4	730,3	748,3
Sylviculture et exploitation forestière	922,9	940,9	1 027,6	1 120,7	1 205,9	1 285,9
Pêche et pisciculture	346,0	370,3	402,8	442,6	465,3	506,7
Secteur secondaire	5 685,2	6 113,5	7 504,7	7 441,0	7 508,7	7 814,1
Industries extractives	908,9	923,1	1 740,0	1 228,6	1 068,5	841,6
dont extraction d'hydrocarbures	865,7	886,6	1 698,0	1 184,4	1 017,5	782,1
Industries Agro-alimentaires	1 506,5	1 659,5	1 879,6	2 032,7	2 189,9	2 505,1
Autres Industries manufacturières	1 542,2	1 659,4	1 817,2	1 881,1	1 972,5	2 085,8
Production et distribution d'électricité	205,2	210,5	209,2	220,3	223,7	235,2
Production et distribution d'eau et assainissement	139,8	140,3	143,1	143,9	149,2	155,3
BTP	1 382,6	1 520,7	1 715,7	1 934,5	1 904,9	1 991,1
Secteur tertiaire	11 874,2	12 715,2	13 666,3	15 063,6	16 390,5	17 454,5
Commerce, réparation véhicules	2 527,2	2 705,4	3 098,2	3 287,2	3 509,7	3 728,8
Restaurants et hôtels	1 169,5	1 320,7	1 427,4	1 560,9	1 658,2	1 776,0
Transport et entreposage	2 447,2	2 571,3	2 773,5	3 234,2	3 655,2	3 928,1
Information et communication	496,0	513,8	544,8	587,9	629,9	692,6
Banques et organismes financiers	518,2	574,0	607,0	642,8	719,3	786,4
Administration publique, sécurité sociale	1 306,2	1 382,5	1 462,5	1 601,7	1 782,1	1 844,0
Education	788,4	842,6	895,5	997,7	1 096,7	1 166,3
Santé et action sociale	248,5	253,1	265,6	289,3	314,1	352,0
Autres services	2 373,0	2 551,8	2 591,8	2 861,8	3 025,3	3 180,3
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	21 650,5	23 061,8	25 748,1	27 567,7	29 865,3	31 779,8
Impôts et taxes nets des Subventions	1 807,8	1 898,7	1 913,9	2 041,7	2 450,9	2 694,2
PIB	23 458,3	24 960,5	27 662,0	29 609,4	32 316,2	34 474,0

Tableau 5 : Ventilation du PIB en volumes chaînés (référence 2016) par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Secteur primaire	3 873,8	4 001,3	4 137,1	4 231,9	4 383,1	4 462,0
Agriculture	2 179,6	2 267,0	2 316,2	2 348,8	2 470,4	2 496,7
Elevage et chasse	491,1	506,4	527,6	550,6	576,9	598,6
Sylviculture et exploitation forestière	886,2	899,6	946,6	981,0	976,4	992,5
Pêche et pisciculture	317,7	328,8	346,6	351,6	357,6	374,6
Secteur secondaire	5 371,1	5 311,2	5 488,7	5 571,5	5 664,0	5 811,8
Industries extractives	605,8	334,3	329,9	324,5	294,9	276,9
dont extraction d'hydrocarbures	555,9	300,1	295,4	290,0	261,8	244,5
Industries Agro-alimentaires	1 514,9	1 637,0	1 704,9	1 747,0	1 820,8	1 886,3
Autres Industries manufacturières	1 485,9	1 597,3	1 668,3	1 708,9	1 758,5	1 836,6
Production et distribution d'électricité	230,9	236,8	243,5	252,8	262,3	271,1
Production et distribution d'eau et assainissement	139,1	139,6	143,3	146,7	151,4	156,3
BTP	1 396,4	1 498,5	1 561,8	1 597,6	1 665,9	1 737,6
Secteur tertiaire	11 438,5	12 055,3	12 529,7	13 115,6	13 665,2	14 253,8
Commerce, réparation véhicules	2 475,8	2 583,5	2 645,3	2 735,6	2 814,5	2 898,3
Restaurants et hôtels	1 041,1	1 158,8	1 206,5	1 259,7	1 304,9	1 351,0
Transport et entreposage	2 306,4	2 376,2	2 511,5	2 622,3	2 697,3	2 808,8
Information et communication	490,3	525,1	562,3	603,3	652,8	720,1
Banques et organismes financiers	509,0	556,5	592,1	638,6	699,7	763,9
Administration publique, sécurité sociale	1 298,8	1 369,2	1 430,1	1 484,0	1 567,7	1 660,1
Education	770,6	830,8	853,4	882,3	927,5	933,2
Santé et action sociale	246,5	251,6	253,6	260,5	269,5	289,7
Autres services	2 305,8	2 405,9	2 476,8	2 637,4	2 754,1	2 868,4
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	20 683,8	21 363,6	22 149,5	22 886,9	23 663,7	24 463,4
Impôts et taxes nets des Subventions	1 700,2	1 777,6	1 856,6	1 923,3	2 024,9	2 116,2
PIB	22 376,4	23 133,6	23 998,1	24 801,4	25 675,6	26 565,2

Tableau 6 : Evolutions du PIB en volumes chaînés (référence 2016) par secteurs d'activités (en%)

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Secteur primaire	1,7	3,3	3,4	2,3	3,6	1,8
Agriculture	1,7	4,0	2,2	1,4	5,2	1,1
Elevage et chasse	2,7	3,1	4,2	4,3	4,8	3,8
Sylviculture et exploitation forestière	1,4	1,5	5,2	3,6	-0,5	1,6
Pêche et pisciculture	1,0	3,5	5,4	1,5	1,7	4,8
Secteur secondaire	0,9	-1,1	3,3	1,5	1,7	2,6
Industries extractives	0,0	-44,8	-1,3	-1,6	-9,1	-6,1
dont extraction d'hydrocarbures	0,3	-46,0	-1,6	-1,8	-9,7	-6,6
Industries Agro-alimentaires	2,5	8,1	4,1	2,5	4,2	3,6
Autres Industries manufacturières	-4,9	7,5	4,4	2,4	2,9	4,4
Production et distribution d'électricité	2,4	2,6	2,8	3,8	3,7	3,4
Production et distribution d'eau et assainissement	2,9	0,4	2,7	2,4	3,2	3,3
BTP	6,7	7,3	4,2	2,3	4,3	4,3
Secteur tertiaire	0,3	5,4	3,9	4,7	4,2	4,3
Commerce, réparation véhicules	0,3	4,4	2,4	3,4	2,9	3,0
Restaurants et hôtels	-8,4	11,3	4,1	4,4	3,6	3,5
Transport et entreposage	0,0	3,0	5,7	4,4	2,9	4,1
Information et communication	1,5	7,1	7,1	7,3	8,2	10,3
Banques et organismes financiers	2,7	9,3	6,4	7,9	9,6	9,2
Administration publique, sécurité sociale	6,1	5,4	4,4	3,8	5,6	5,9
Education	0,5	7,8	2,7	3,4	5,1	0,6
Santé et action sociale	4,6	2,1	0,8	2,7	3,5	7,5
Autres services	0,6	4,3	2,9	6,5	4,4	4,2
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	0,7	3,3	3,7	3,3	3,4	3,4
Impôts et taxes nets des Subventions	-4,5	4,6	4,4	3,6	5,3	4,5
PIB	0,3	3,4	3,7	3,3	3,5	3,5

Tableau 7 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Secteur primaire	0,3	0,6	0,6	0,4	0,6	0,3
Agriculture	0,2	0,4	0,2	0,1	0,5	0,1
Elevage et chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1
Pêche et pisciculture	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Secteur secondaire	0,2	-0,3	0,8	0,4	0,4	0,6
Industries extractives	0,0	-1,7	0,0	-0,1	-0,4	-0,2
dont extraction d'hydrocarbures	0,0	-1,7	-0,1	-0,1	-0,4	-0,2
Industries Agro-alimentaires	0,1	0,5	0,3	0,2	0,3	0,2
Autres Industries manufacturières	-0,3	0,5	0,3	0,2	0,2	0,3
Production et distribution d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Production et distribution d'eau et assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP	0,4	0,4	0,3	0,1	0,3	0,3
Secteur tertiaire	0,1	2,7	2,0	2,3	2,1	2,2
Commerce, réparation véhicules	0,0	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3
Restaurants et hôtels	-0,5	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2
Transport et entreposage	0,0	0,3	0,6	0,4	0,3	0,5
Information et communication	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Banques et organismes financiers	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Administration publique, sécurité sociale	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3
Education	0,0	0,3	0,1	0,1	0,2	0,0
Santé et action sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres services	0,1	0,4	0,3	0,6	0,4	0,4
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	0,6	3,0	3,4	3,1	3,2	3,1
Impôts et taxes nets des Subventions	-0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3
PIB	0,3	3,4	3,7	3,3	3,5	3,5

Tableau 8 : Le PIB et ses emplois (en milliards de FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1. Dépense de Consommation Finale	20 093,4	21 362,8	23 107,8	25 138,2	27 194,5	29 275,1
dont privée	17 211,0	18 356,7	20 201,2	21 809,9	23 465,2	25 440,9
publique	2 882,4	3 006,1	2 906,6	3 328,3	3 729,4	3 834,2
2. FBCF	4 294,6	4 540,2	5 204,9	5 669,3	5 875,6	6 397,6
dont privée	3 394,3	3 581,5	4 007,8	4 619,7	4 630,2	5 110,6
publique	900,3	958,7	1 197,2	1 049,6	1 245,5	1 287,0
3. Variation des stocks	-124,8	-15,7	80,5	40,9	233,9	62,3
4. INVESTISSEMENT (2+3)	4 169,8	4 524,5	5 285,4	5 710,2	6 109,5	6 459,9
5. Exportations nettes	-804,9	-926,8	-731,1	-1 239,0	-987,8	-1 261,0
6. Exportations	3 537,5	4 120,7	5 344,8	4 990,0	5 065,0	5 207,3
Exportations des biens	2 501,4	3 113,4	4 209,7	3 696,2	4 083,2	3 992,7
Exportations des services	1 036,1	1 007,2	1 135,0	1 293,8	981,8	1 214,6
7. Importations	4 342,4	5 047,5	6 075,9	6 229,1	6 052,8	6 468,3
Importations des biens	3 506,7	4 189,3	5 165,0	5 253,1	5 275,0	5 486,2
Importations des services	835,8	858,2	910,9	975,9	777,8	982,1
PIB (1+4+5)	23 458,3	24 960,5	27 662,0	29 609,4	32 316,2	34 474,0

Tableau 9 : Le PIB en volumes chaînés (référence 2016) et ses emplois (en milliards de FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1. Dépense de Consommation Finale	18 969,3	19 807,1	20 378,2	21 102,6	21 832,2	22 844,6
dont privée	16 301,8	17 070,3	17 802,6	18 279,1	18 798,2	19 723,6
publique	2 667,2	2 737,6	2 581,3	2 830,7	3 043,1	3 129,5
2. FBCF	4 205,9	4 384,1	4 711,7	4 884,6	5 069,0	5 328,7
dont privée	3 324,2	3 458,4	3 628,0	3 980,3	3 994,5	4 256,7
publique	881,7	925,7	1 083,7	904,3	1 074,5	1 072,0
3. Variation des stocks	1 193,1	69,1	-482,0	-50,6	-86,2	-18,5
4. INVESTISSEMENT	4 106,9	4 402,0	4 853,8	4 963,1	5 174,2	5 273,6
5. Exportations nettes	-704,3	-1 048,4	-1 215,3	-1 239,5	-1 307,9	-1 650,3
6. Exportations	3 601,3	3 766,9	3 876,0	3 889,5	3 693,0	3 731,4
Exportations des biens	2 582,8	2 775,3	2 841,5	2 775,1	2 797,3	2 692,3
Exportations des services	1 008,8	985,6	1 029,7	1 135,8	888,7	1 075,0
7. Importations	4 301,9	4 852,7	5 109,2	5 137,1	4 985,7	5 242,0
Importations des biens	3 576,3	4 141,2	4 436,7	4 433,1	4 434,4	4 537,6
Importations des services	734,9	736,8	709,2	738,3	598,2	743,2
PIB	22 376,4	23 133,6	23 998,1	24 801,4	25 675,6	26 565,2

Tableau 10 : Le PIB et ses emplois (évolutions des volumes en%)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1. Dépense de Consommation Finale	0,4	4,4	2,9	3,6	3,5	4,6
dont privée	0,3	4,7	4,3	2,7	2,8	4,9
publique	1,1	2,6	-5,7	9,7	7,5	2,8
2. FBCF	-3,7	4,2	7,5	3,7	3,8	5,1
dont privée	6,6	4,0	4,9	9,7	0,4	6,6
publique	-29,3	5,0	17,1	-16,6	18,8	-0,2
3. Variation des stocks	270,0	-94,2	-798,0	-89,5	70,4	-78,5
4. INVESTISSEMENT (2+3)	-5,9	7,2	10,3	2,3	4,3	1,9
5. Exportations nettes	-27,2	48,9	15,9	2,0	5,5	26,2
6. Exportations	-15,2	4,6	2,9	0,3	-5,1	1,0
Exportations des biens	-12,3	7,5	2,4	-2,3	0,8	-3,8
Exportations des services	-22,4	-2,3	4,5	10,3	-21,8	21,0
7. Importations	-17,1	12,8	5,3	0,5	-2,9	5,1
Importations des biens	-15,2	15,8	7,1	-0,1	0,0	2,3
Importations des services	-24,2	0,3	-3,7	4,1	-19,0	24,2
PIB (1+4+5)	0,3	3,4	3,7	3,3	3,5	3,5

Tableau 11 : Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1. Dépense de Consommation Finale	0,4	3,8	2,5	3,0	2,9	3,9
dont privée	0,2	3,5	3,2	2,0	2,1	3,6
publique	0,1	0,3	-0,7	1,0	0,8	0,3
2. FBCF	-0,7	0,8	1,4	0,7	0,7	0,9
dont privée	0,9	0,6	0,7	1,4	0,1	0,9
publique	-1,6	0,2	0,7	-0,7	0,7	0,0
3. Variation des stocks	-0,4	0,5	0,5	-0,3	0,1	-0,6
4. INVESTISSEMENT (2+3)	-1,1	1,3	1,9	0,4	0,8	0,4
5. Exportations nettes	1,0	-1,7	-0,6	-0,1	-0,2	-0,8
6. Exportations	-3,0	0,7	0,5	0,1	-0,9	0,2
Exportations des biens	-1,8	0,8	0,3	-0,4	0,1	-0,5
Exportations des services	-1,3	-0,1	0,2	0,4	-1,0	0,6
7. Importations	-4,0	2,4	1,1	0,1	-0,6	1,0
Importations des biens	-2,9	2,4	1,2	0,0	0,0	0,4
Importations des services	-1,2	0,0	-0,1	0,1	-0,6	0,6
PIB (1+4+5)	0,3	3,4	3,7	3,3	3,5	3,5

Tableau 12 : Le PIB et ses emplois - évolutions des prix (en%)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1. Dépense de Consommation Finale	1,6	1,8	5,1	5,1	4,6	2,9
dont privée	1,6	1,9	5,5	5,1	4,6	3,3
publique	1,4	1,6	2,5	4,4	4,2	0,0
2. FBCF	0,5	1,4	6,7	5,1	-0,1	3,6
dont privée	0,5	1,4	6,7	5,1	-0,1	3,6
publique	0,5	1,4	6,7	5,1	-0,1	3,6
3. Variation des stocks	-5,7	117,1	-26,5	384,5	235,3	24,1
4. INVESTISSEMENT	0,7	1,2	5,9	5,7	2,6	3,7
5. Exportations nettes	29,3	-22,6	-31,9	66,2	-24,4	1,2
6. Exportations	-9,6	11,4	26,1	-7,0	6,9	1,8
Exportations des biens	-13,7	15,8	32,1	-10,1	9,6	1,6
Exportations des services	2,1	-0,5	7,9	3,3	-3,0	2,3
7. Importations	-4,3	3,0	14,3	2,0	0,1	1,6
Importations des biens	-5,2	3,2	15,1	1,8	0,4	1,6
Importations des services	0,0	2,4	10,3	2,9	-1,6	1,6
PIB	0,7	2,9	6,8	3,6	5,4	3,1

Tableau 13 : Echanges extérieurs principaux produits d'exportation et d'importation (en milliards de FCFA)

Produits	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Total des exportations	3 537,5	4 120,7	5 344,8	4 990,0	5 065,0	5 207,3
Produits de l'agriculture	665,7	675,1	726,0	734,9	1 101,2	1 198,3
Produits de la sylviculture et de l'exploitat	122,8	147,6	130,7	136,7	140,4	115,2
Produits énergétiques	833,4	1 241,3	2 182,9	1 588,4	1 408,5	1 137,2
Produits de l'industrie agro-alimentaire	263,3	352,5	368,0	382,3	532,2	592,8
Produits de l'industrie textile et de l'habil	49,4	53,5	54,9	57,1	59,4	54,3
Produits du travail du bois et articles en bo	219,9	229,4	320,2	293,4	319,0	336,9
Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	1,3	7,1	4,3	35,1	32,1	48,2
Produits chimiques	75,8	82,1	90,9	94,1	97,0	109,7
Produits métalliques de base et ouvrages en m	94,3	95,2	103,3	111,1	102,3	109,5
Transports et entreposage	318,0	295,8	354,2	396,6	361,7	374,3
Services d'hébergement et de restauration	155,2	145,6	183,2	173,7	71,7	123,2
Services financiers et d'assurance	92,4	80,2	70,5	77,1	69,8	76,6
Services professionnels, scientifiques et tec	80,5	87,0	73,9	95,7	64,7	97,7
Services de location, des agences de voyage e	195,0	190,7	195,7	290,1	231,5	297,3
Services artistiques, sportifs et récréatifs,	16,5	47,9	49,4	51,2	54,7	59,4
Total des importations	4 342,4	5 047,5	6 075,9	6 229,1	6 052,8	6 468,3
Produits de l'agriculture	190,0	191,0	192,0	193,0	194,0	195,0
Produits énergétiques	0,4	1,4	2,4	3,4	4,4	5,4
Produits de l'industrie agro-alimentaire	648,8	756,3	959,2	961,0	1 053,9	1 039,0
Produits de l'industrie textile et de l'habil	114,6	108,4	118,4	121,2	121,7	135,6
Papiers et cartons ; produits édités et impri	82,2	90,8	99,4	94,0	102,3	122,6
Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	838,7	889,7	1 351,0	1 392,8	1 272,2	1 125,2
Produits chimiques	335,1	376,3	417,7	423,5	457,6	474,1
Produits minéraux non métalliques et m	274,4	335,4	407,3	364,9	357,1	386,9
Produits métalliques de base et ouvrages en m	269,3	411,4	388,9	378,2	367,7	464,5
Machines, appareils électriques et matériels	336,1	445,3	468,0	527,0	573,6	549,9
Equipements et appareils audiovisuels et de c	109,2	120,0	138,3	147,6	172,5	389,7
Matériel de transport	166,5	258,6	304,4	371,8	375,0	387,7
Transports et entreposage	137,2	140,1	155,7	172,0	134,1	145,8
Services d'hébergement et de restauration	139,0	184,9	201,0	150,0	81,7	114,2
Services d'information et de communication	55,3	67,2	124,1	173,9	161,5	196,0
Services financiers et d'assurance	61,9	47,5	36,1	49,0	57,5	104,2
Services professionnels, scientifiques et tec	143,5	155,9	205,9	168,2	177,9	198,0
Services de location, des agences de voyage e	161,0	126,9	76,9	187,7	115,8	138,9
Solde commercial	-804,9	-926,8	-731,1	-1 239,0	-987,8	-1 261,0



www.ins-cameroun.com

**Des statistiques de qualité
pour un accompagnement
sûr du Cameroun vers son émergence**

**Quality statistics
to support Cameroon's
emergence**